

**Avis adopté**

Séance plénière du 13 juin 2023

Développement *solidaire* et lutte contre les *inégalités* mondiales :  
se donner les moyens d’agir

**Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse**

Développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales : se donner les moyens d’agir. Après quatre avis sur le sujet de l’aide publique au développement, il est temps de se donner les moyens d’agir !

L’aide publique au développement est un axe majeur de la politique extérieure française. S’y nichent de nombreux enjeux sociaux et humanitaires mais aussi post-coloniaux, féministes et écologiques. Porter une politique de développement solidaire n’est pas anodin pour un pays à la fois héritier de son histoire et qui se revendique “pays des droits de l’homme”.

Pour ce faire, nous nous devons aujourd’hui de répondre d’une certaine exigence et d’être ambassadeurs de l’équité et de la redevabilité. Un vaste programme, qui passe par des textes engageants, déterminants et astreignants. Un vaste programme qui nécessite de se donner les moyens d’agir, donc d’aller chercher l’argent et les financements là où ils sont.

Les constats sont évidents et partagés par toutes et tous. Il n’y a pas assez d’argent pour répondre aux besoins. Il n’y a pas assez de redevabilité envers les différents acteurs et décideurs. Il n’y a pas assez de lien, pas assez de confiance, pas assez de moyens pour permettre aux acteurs sur le terrain, aux organisations de la société civile, mais surtout aux personnes concernées de participer réellement à faire du développement.

Or, dans la lignée d’une vision globale des Objectifs de Développement Durable, le CESE doit se faire le garant de la place de la société civile dans la politique extérieure française mais aussi de la mise en oeuvre d’une diplomatie féministe. Ce combat qui est le nôtre depuis bien longtemps doit toujours se renforcer, et cela devra passer notamment par le soutien aux OSC locales féministes.

Ces constats sont donc partagés et pourtant, nous serions presque tentés de ne jamais déplacer les pions de l’échiquier, de ne jamais bousculer les fonctionnements en vigueur qui tendent à limiter la contribution des personnes morales ou physiques qui touchent le plus, tout en enjoignant les associations et ONG à faire attention à leurs actions et aux fonds qu’on leur donne.

Pour repenser une politique de développement véritablement solidaire, nous devons repenser les règles du jeu au niveau global, nous avons besoin de plus de partage et de plus d’équilibre. Au cœur de cette question, le financement et la contribution des différents acteurs. Le financement des organisations de la société civile et la contribution des ultra-riches et des superprofits. Nous ne pouvons plus nous contenter d’enjoindre à la réflexion, voire de la repousser. Nous devons nous-même agir et aller chercher l’argent où il est.

En ce sens, nous nous félicitons que la Commission ait réitéré toute l’importance d’engager, dès le Sommet de Paris et la COP 28, la mise en oeuvre du fonds Loss and Damages, un mécanisme financier à la hauteur des enjeux climatiques et de redevabilité vis-à-vis des pays les plus vulnérables. Cet outil est indispensable pour que le développement solidaire ait les moyens de ses ambitions et qu’elle incarne une vision égalitaire et inclusive des relations internationales.

Nous remercions le rapporteur pour le travail effectué, **et nous voterons cet avis.**